

FASCISME ORDINAIRE EN ITALIE...

Les faits de Macerata du 4 février dernier, avec leurs conséquences politiques et sociales, nous mettent face au moins à deux constats. D'une part, le fascisme est loin d'être une histoire du passé: un fil direct relie le terrorisme «noir» des années 70 et les groupuscules néofascistes qui intoxiquent avec leur présence violente, xénophobe et machiste l'horizon social italien et européen. Les réalités extra-parlementaires comme *Casapound*, *Veneto fronte Skinhead* et *Forza Nuova*, intégrées dans un plus large réseau néo-nazi et néo-fasciste (*Génération identitaire*), se consolident en dialogue avec des partis «classiques» comme le FN en France, la *Ligue du Nord* (*Lega Nord*) mais aussi des factions comme les *5 Stelle*, dont le nouveau populisme ne cache pas une certaine admiration pour la droite historique (MSI). Mais ce qui ressort de Macerata est surtout qu'il ne faut pas être forcément filo-nazi ou néofasciste pour être plus ou moins ouvertement raciste, plus ou moins xénophobe. Le constat est peut être banal, mais l'équation *fascisme = xénophobie* a eu souvent l'effet de soulager la bonne conscience *citoyenne/soft-nationaliste/identitaire*. Cela ne veut surtout pas dire qu'on doit abdiquer notre profond antifascisme. Mais face à la recrudescence de la violence «*squadrista*», à la farce de l'expédition des fascistes en Méditerranée (*C-Star*) et aux délires des théoriciens de la «*grande substitution*», il est difficile de nier que la majorité des étrangers, des migrants et des exilés sont aujourd'hui victimes d'abord d'une politique nationale et européenne de contrôle et de «*gestion*» néolibérale féroce de la migration, d'une répression institutionnelle systématique, et d'une indifférence méprisante de la part d'une partie considérable de la population. L'absence d'une grande partie des représentants de la politique italienne lors de la manifestation de samedi 10 février donne la mesure de l'écart entre un fascisme «classique», diffus, intolérable mais plus circonscrit - au moins par un reste constitutionnel antifasciste -, et une xénophobie «*dans l'air du temps*», une intolérance qui imprègne une bonne partie de la société, pour des raisons socio-culturelles diverses, qui n'est pas forcément affichée comme le font les fascistes, mais qu'on ne peut pas pourtant sous-estimer. Car derrière la formule «*je ne suis pas raciste mais*», qui est devenue prémisse généralisée à tout argument anti-migration, souvent appuyée sur des données inconsistantes et une répétition médiatique obsessionnelle, se cache en effet une incapacité structurelle à se confronter à l'altérité, surtout quand l'identité nationale fantasmée se révèle fictive, postiche, «*en crise*». Le «*nous*», même dans sa fragmentation pré-électorale, ne se dessine désormais qu'à travers la stigmatisation d'un «*autre*» à exclure. Ainsi, tout le débat électoral aujourd'hui est catalysé par la question migratoire, et par les recettes de chacun pour la maîtriser, alors que ce seraient plutôt les catégories d'appartenance qui méritent d'être questionnées. Mais il est beaucoup plus simple de «*procrastiner*» ce débat nécessaire sur le paradigme de la citoyenneté, et d'alimenter des clivages - entre pauvres - par la peur et par une demande induite de sécurité. Alors le quotidien *Repubblica*, dans son voyeurisme direct du raid en live, n'a pas hésité à insérer une parenthèse («*forse di colore*») dans les quelques lignes qui décrivaient l'attaque portée par une personne au volant. La petite note de couleur a disparu dès que les forces de l'ordre l'ont capturé, en prenant soin de bien lui laisser exhiber son «*tricolore*» pendant l'arrestation, ce jeune homme avec son tatouage nazi sur le crâne... Sous les spots, le ministre des affaires intérieures Minniti a d'abord proclamé que: «*en Italie personne ne peut se faire justice seul*», en laissant entendre que l'acte terroriste de Traini serait porté par une quelque revendication de justice, et donc que les victimes - noires - auraient indirectement payé pour un délit commis quelque jour auparavant et pour lequel un Nigérian fait l'objet d'une enquête; puis il s'est vanté d'avoir «*arrêté les débarquements*» car il aurait «*prévu un cas Traini*», ce qui équivaut presque à justifier un attaque terroriste comme conséquence directe du phénomène migratoire. Ce discours de la politique, véhiculé par les médias et avalé par les «*spectateurs*», alimente partout en Europe, sans trêve, un sentiment paranoïaque d'invasion, et un repli identitaire qui se manifeste dans la crise du système d'accueil et dans une méfiance croissante vis-à-vis de l'étranger. À en payer le prix, avec les migrants, tous les «*criminels*» de la solidarité, qui, de l'Espagne/Maroc à la France, de l'Italie à la mer Méditerranée, estiment la liberté de mouvement un principe fondamental et le secours à des personnes en danger/nécessité une obligation éthique qu'aucune frontière - physique ou mentale - peut limiter.